

MINISTERE DE LA JUSTICE – DISP de Lyon
Maison d'arrêt de CHAMBERY
Création de chambres de veille

Maître d'Ouvrage



**DIRECTION INTERREGIONALE DES
SERVICES PENITENTIAIRES
AUVERGNE – RHONE/ALPES**

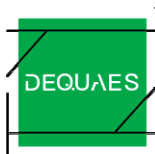
19, rue Crépet
69366 Lyon Cedex 07

Maître d'œuvre lots techniques et mandataire

**DR2C
INGENIERIE**

DR2C INGENIERIE
700 route de PRAILLES
38370 SAINT CLAIR DU RHONE
Tél. 06 08 02 34 82
Courriel : dr2c38@gmail.com

Economiste de la construction



DEQUAES
236 chemin des Carrières - Le Bois d'Oingt
69620 VAL D'OINGT
Tél. 04 74 71 70 21
Courriel : contact@dequaes.fr

Bureau d'études structures

NOVEKA
198 Impasse Paris Lyon Méditerranée
69400 ARNAS
Tél. 04 74 07 64 32

Document

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
Lot 01 – Démolition / Gros Œuvre**

10/04/2025	Edition originale	A	JPR/ARE/DRX	DRX	DRX
DATE	MODIFICATIONS	INDICE	REDACTEUR	CONTROLE	DIRECTEUR

SERIE	DATE	FOLIOS	FORMAT	N°AFF	DOC.	INDICE
DCE 01	10/04/2025	15	A4	24030	CCTP 01	A

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	3
1.1	OBJET	3
1.2	PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET	3
1.3	CLASSEMENT DU BATIMENT	3
2	PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES	3
2.1	CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL	3
2.2	OBLIGATION DE RESULTAT	3
2.3	CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET CONTENU DES PRIX	4
2.4	RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
2.5	OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR	5
2.6	SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	5
2.7	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR	6
2.8	COUPURES ET BRANCHEMENTS	6
2.9	NETTOYAGE DU CHANTIER	6
2.10	CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES	6
2.11	COORDINATION DES ENTREPRISES	6
2.12	GARANTIE	7
2.12.1	<i>Garantie de Parfaits Achèvement</i>	<i>7</i>
2.12.2	<i>Garantie de bon fonctionnement</i>	<i>7</i>
2.12.3	<i>Garantie décennale</i>	<i>7</i>
3	CONTRAINTES DU CENTRE PENITENTIAIRE	8
3.1	CO ACTIVITES ET SIMULTANEITES	8
3.2	MISE EN DECHARGE DES EQUIPEMENTS EVACUES	8
4	DESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	9
4.1	NORMES ET REGLEMENTS	9
4.2	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES LOCAUX EXISTANTS	9
4.3	DOCUMENTS D'EXECUTION	9
4.4	DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES	10
5	DESCRIPTION DES TRAVAUX DU LOT DEMOLITION / GROS ŒUVRE	11
5.1	DEMOLITIONS ET DEPOSES INTERIEURES	11
5.1.1	<i>Dépose d'un escalier en béton</i>	<i>11</i>
5.1.2	<i>Démolition de carrelages scellés et/ou de carrelage collé + chape</i>	<i>11</i>
5.1.3	<i>Dépose du plafond suspendu en dalles sur ossature apparente</i>	<i>11</i>
5.1.4	<i>Dépose de doublages tous matériaux confondus</i>	<i>12</i>
5.1.5	<i>Dépose de cloisons de distribution en plaques de plâtre sur ossature</i>	<i>12</i>
5.2	GROS ŒUVRE	12
5.2.1	<i>Etude de structures pour l'exécution</i>	<i>12</i>
5.2.2	<i>Renforcement par plats en carbone</i>	<i>13</i>
5.2.3	<i>Murs en maçonnerie de petits éléments</i>	<i>14</i>
5.2.4	<i>Enduit au mortier de ciment</i>	<i>15</i>

1 PREAMBULE

1.1 OBJET

Ce projet a pour but de répondre aux besoins et exigences de l'opération de création de deux chambres de veille dans la Maison d'Arrêt de CHAMBERY (73).

Le présent descriptif a pour objet la description des ouvrages du lot :

Lot n°01 – Démolition / Gros Œuvre

1.2 PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

Ce descriptif a pour but de présenter des solutions techniques et économiques répondant aux besoins et exigences de l'opération création de deux chambres de veille dans la Maison d'Arrêt de CHAMBERY (73).

Le projet comprendra les travaux suivants :

- La démolition d'un escalier, des carrelages scellés, des faux plafonds et des doublages existants dans la zone de travaux ;
- Le renforcement des planchers, la création des murs en béton cellulaire et l'enduit des murs du puits de lumière.

1.3 CLASSEMENT DU BATIMENT

Le classement du bâtiment est le suivant :

- Type : Etablissement pénitentiaire
- Classement : Bâtiments de type A et B

2 PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

2.1 CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL

La présente opération est soumise aux conditions fixées par la Loi n° 93 1418 du 31 décembre 1993 et le Décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994.

L'entrepreneur devra donc prendre connaissance du Plan Général de Coordination, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC).

Il inclut dans son prix les éventuelles incidences financières découlant du respect des consignes en matière de sécurité et de protection de la Santé, telles que définies dans la Loi ci-dessus citée et dans le PGC.

L'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sera exigé de l'entreprise retenue, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du Marché préalablement à toute intervention sur le chantier.

2.2 OBLIGATION DE RESULTAT

L'entreprise titulaire du présent marché devra impérativement respecter les contraintes de mise en œuvre du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et des dossiers plans.

Dans le cas de contradiction entre deux pièces du marché, l'entreprise devra respecter les exigences les plus contraignantes.

Si l'entreprise ne respectait pas ces exigences, la Maîtrise d'Œuvre se verrait dans l'obligation de refuser les travaux exécutés et de faire supporter financièrement à l'entreprise responsable l'ensemble des reprises nécessaires pour le respect des contraintes exigées.

2.3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET CONTENU DES PRIX

Le présent cahier des charges donne une description générale des ouvrages. L'entrepreneur titulaire du présent lot s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la perfection des ouvrages, afin qu'ils présentent les éléments de durée, de stabilité et d'achèvement nécessaires, ainsi que la conformité en tous points aux règles de l'art et aux textes et règlements en vigueur. A la réception, les installations seront livrées en ordre de fonctionnement et en parfait état de propreté.

Tous les prix seront calculés à la date de la signature de la soumission, conformément aux prescriptions du cahier des clauses administratives particulières.

Ces prix comprendront les fournitures et la main d'œuvre nécessaires, sans limitation ni restriction.

Les quantités données dans le cadre de la "D.P.G.F." sont fournies à titre indicatif.

L'entrepreneur demeure responsable de ses quantités.

Il est ensuite engagé sur le prix global et forfaitaire, quelles que soient les quantités d'ouvrages qu'il aurait pu énoncer

Après signature des marchés, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'inexactitudes dans les divers documents et spécialement dans les quantités prévues dans la D.P.G.F.

Les prix unitaires proposés sont prévus en tenant compte des pertes, des déchets, recouvrements, fatigue ou usure de l'outillage.

Ces prix comprennent notamment :

- Les heures de nuits, week-end et jours fériés si nécessaire (nécessité d'intervenir la nuit pour certaines prestations) ;
- Les fournitures et la main d'œuvre (application des lois sociales, indemnisation sans limitation ni restriction)
- Les frais de garde des matériaux ;
- Les frais de transports, de pesage et de mesurage d'épreuves et de réception relatifs aux matériaux et ouvrages ;
- Tous frais d'études ou de dossier ;
- Toutes sujétions de main d'œuvre accessoires pour respecter le planning d'exécution ;
- Tous frais relatifs à l'installation électrique intérieure réglementaire du chantier, aux échafaudages, aux engins de levage, platelages et à la protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux ;
- Tous frais d'évacuation des gravats éventuels.

2.4 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est instamment invité à se rendre sur place afin d'apprécier l'état des lieux et les difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de la configuration du terrain, de ses servitudes ou de la nature du sol, de faire toutes les enquêtes nécessaires pour pouvoir soumissionner en connaissance de cause, prévoyant dans son prix toutes les sujétions résultant des principes d'exécution adoptés.

2.5 OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

Les spécifications indiquées dans le présent descriptif et dans les plans joints au dossier ne sont pas limitatives et les entrepreneurs doivent prévoir tout le matériel nécessaire à la bonne marche des installations, à leur conduite, à leur sécurité, même si ce matériel n'a pas été explicitement prévu.

L'entrepreneur remettra au Maître d'Œuvre l'ensemble des plans d'exécution complétés suivant ses besoins, indiquant avec précision ses travaux. Toute modification éventuelle devra être signalée et soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Il signalera en temps utile, toute erreur ou omission que l'établissement des plans et la réalisation de son étude pourraient faire apparaître dans les plans.

Ces modifications de prestations ne pourront faire l'objet de complément de rémunération au marché, que si elles ont été portées à la connaissance du Maître d'Œuvre, et acceptées par lui avant la signature des marchés de travaux.

L'entrepreneur du présent lot examinera les supports pour en tirer tous enseignements utiles à la bonne marche des travaux et pour vérifier leur état et présenter ses réserves éventuelles. Ultérieurement, il ne sera plus admis à faire des réserves.

L'entrepreneur assurera la totalité des ouvrages inhérents à la bonne réalisation de ses prestations, pour une livraison prête à l'utilisation.

L'entrepreneur devra respecter le planning général d'avancement des travaux.

L'accès du personnel de l'entreprise en dehors de la zone délimitée du chantier est strictement réglementé.

Le personnel des entreprises exécutant des travaux dans l'enceinte du l'établissement devra respecter le règlement de celui-ci (restriction d'accès, horaires, permis de feu, nettoyage, confinements, procédures, etc.).

L'entreprise titulaire du présent lot devra respecter notamment :

- Les obligations du C.C.A.G., du C.C.A.P et de leurs annexes ;
- Le cadre de sureté est ses annexes ;
- Toutes les sujétions pour ouvrages provisoires éventuels, nécessaires à la poursuite de ses travaux suivant planning ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des installations proposées ;
- La fourniture et l'installation de toutes les protections nécessaires aux travaux sur site occupé (activités dans les locaux voisins) ;
- L'amenée, l'établissement, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, engins nécessaires à la réalisation des installations du présent lot ;
- Les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance de ce matériel ;
- La location le cas échéant des appareils de levage et de manutention nécessaires aux opérations du présent lot ;
- Les dépenses d'énergie et de matières consommables ;
- Le maintien du chantier en parfait état de propreté. L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier et triés au fur et à mesure de leur production ;
- Le nettoyage fin des locaux, à réaliser dès l'achèvement des travaux.

2.6 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public ou privé devront toujours être maintenues en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

2.7 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics ou privés, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le Maître de l'Ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

2.8 COUPURES ET BRANCHEMENTS

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des installations courants forts et courants faibles et de chauffage.

2.9 NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux, et tout particulièrement pour les travaux en zones occupées. L'entrepreneur se charge de l'évacuation de ses propres déblais.

L'entrepreneur doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détérioré, y compris la reprise des abords détériorés lors de la pose des bennes.

2.10 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques, soient convenablement protégées ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et Règles de l'Art ;
- Au niveau des documents, l'entrepreneur donnera d'une part les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis et d'autre part, les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés ;
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications imposées par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

2.11 COORDINATION DES ENTREPRISES

L'entreprise titulaire du présent lot devra toutes les prestations, réunions, mises au point, échanges de documents, etc., nécessaires à la bonne coordination avec le service technique de l'établissement.

Les incidences financières liées à ces obligations sont incluses dans les prix unitaires proposés.

2.12 GARANTIE

2.12.1 Garantie de Parfaits Achèvement

Pendant cette période de garantie suivant la réception des ouvrages, l'entreprise titulaire du présent lot devra procéder dans les meilleurs délais au remplacement de toute partie de l'installation présentant des signes de défectuosité ou de défaillance.

Les interventions effectuées dans le cadre de la garantie ne pourront en aucun cas être l'objet de demande d'indemnité quelconque de la part de l'entreprise.

Dans le cas où l'entrepreneur n'accomplirait pas les travaux résultant de sa garantie, mettant ainsi en péril le bon fonctionnement des installations, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux nécessaires par une autre entreprise, aux frais de l'entreprise défaillante.

La garantie comprend :

- Le matériel ;
- Tous frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Tous raccords et réfection du fait de son intervention ;
- Toutes interventions nécessaires à la mise au point des différents systèmes et appareils.

La durée de la garantie est fixée à 1 année à compter de la date de réception définitive.

2.12.2 Garantie de bon fonctionnement

Pendant cette période de garantie suivant la réception des ouvrages, l'entreprise titulaire du présent lot devra procéder dans les meilleurs délais au remplacement de toute partie de l'installation présentant des signes de défectuosité ou de défaillance.

Les interventions effectuées dans le cadre de la garantie ne pourront en aucun cas être l'objet de demande d'indemnité quelconque de la part de l'entreprise.

Dans le cas où l'entrepreneur n'accomplirait pas les travaux résultant de sa garantie, mettant ainsi en péril le bon fonctionnement des installations, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux nécessaires par une autre entreprise, aux frais de l'entreprise défaillante.

La garantie comprend :

- Le matériel ;
- Tous frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Tous raccords et réfection du fait de son intervention ;
- Toutes interventions nécessaires à la mise au point des différents systèmes et appareils.

La durée de la garantie est fixée à 2 années à compter de la date de réception définitive.

2.12.3 Garantie décennale

La responsabilité l'entreprise titulaire du présent lot est engagée sur les malfaçons qui compromettent la solidité de l'ouvrage et sa propriété à destination, ceci pour une durée de 10 ans.

3 CONTRAINTES DU CENTRE PENITENTIAIRE

Du fait de l'activité de l'établissement, de la catégorie de personnes pouvant être accueillies ainsi que des contraintes architecturales et structurelles inhérentes aux travaux sur site existant, les difficultés de l'opération sont nombreuses.

Tous les travaux ou interventions nécessaires seront planifiés et organisés par phases en accord avec le responsable technique et la direction de l'établissement sur site. Ces opérations ne devront en aucun cas remettre en cause le fonctionnement global de l'établissement ou diminuer le niveau de sécurité actuel.

Ces dispositions permettent la réalisation des prestations définies ci-dessus en minimisant les durées d'interventions dans les postes sensibles (PCI, PEP, cheminement des personnes détenues, etc.).

Le titulaire du présent marché sera réputé connaître toutes les conditions propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement, notamment sur les points concernant les dispositions générales (articles D265, D268, D277 du code de procédure pénale), les contacts avec les personnes détenues (articles D220, D274, D430 et D278 du code de procédure pénale), les conditions d'accès à l'établissement et les modalités de fonctionnement du chantier.

Les zones de travaux sont précisément identifiées dans le présent descriptif. Elles seront repérées, délimitées et protégées (poussière, accès public, etc.) en totale coordination et en accord avec la Maitrise d'Ouvrage et l'établissement.

Les différentes contraintes sont spécifiées dans le cadre de sureté et ses annexes, joints au présent descriptif.

3.1 CO ACTIVITES ET SIMULTANEITES

A titre exceptionnel, suivant la nécessité, il sera accepté deux zones de travaux simultanées maximum.

L'ensemble des travaux seront sous surveillance des agents. A ce titre, les entreprises devront faire les demandes d'accompagnement correspondantes **à minima deux semaines avant** la date d'intervention dans l'une de ces zones.

L'établissement prévoira la mise en poste d'un agent par zone au minimum (pour le tirage de câbles et/ou des canalisation d'eau potable, il sera prévu deux agents, un à chaque extrémité).

L'établissement pourra éventuellement pour faciliter les travaux sur les grandes distances, mettre à disposition de l'entreprise les postes de communication "Motorola ou ICOM" des services techniques, les seules fréquences autorisées sur le site étant celles de l'établissement.

3.2 MISE EN DECHARGE DES EQUIPEMENTS EVACUES

Avant l'évacuation des équipements et câbles déposés, le personnel technique de l'établissement contrôlera les équipements déposés, et sélectionnera éventuellement tout ou partie des équipements qu'il souhaite conserver pour pièces de rechange.

Les entreprises doivent prévoir les prestations de dépose, démontage et évacuation des équipements et câbles, sans prévoir la reprise de ces équipements pour leur propre utilisation ultérieure.

Tous les équipements et câbles déposés et non conservés par le site, seront évacués par l'entreprise et dirigés vers une décharge spécialisée par type de déchets.

L'entreprise devra fournir la preuve de la mise en décharge spécialisée des équipements et câbles.

4 DESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

4.1 NORMES ET REGLEMENTS

Les différents systèmes seront réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur au jour de la signature des marchés.

4.2 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES LOCAUX EXISTANTS

Lors de son intervention dans les locaux de l'établissement, l'entreprise titulaire du présent lot assurera des interventions dans les faux-plafonds, gaines, trémies et locaux existants. Ces travaux nécessiteront des opérations de démontage et de remontage des faux-plafonds, débouchage et rebouchage de trémies, etc.

L'entreprise devra assurer tous les travaux de remise en état éventuelle des locaux après son passage. Cette prestation comprendra notamment les travaux spécifiques suivants :

- Protections diverses ;
- Nettoyage soigné après intervention ;
- Balisage de sécurité ;
- Remplacement éventuel de plaques de faux-plafonds ;
- Raccord de plâtre et de peinture ;
- Rebouchage de trémies ou des murs.

Ces travaux devront être réalisés par du personnel spécialisé et formé pour ce type de prestations. Si l'entreprise ne possède pas ce personnel dans ses effectifs, ces travaux devront être sous-traités à des entreprises spécialisées.

Les prestations ci-dessus doivent être incluses dans les prix unitaires proposés dans la DPGF.

4.3 DOCUMENTS D'EXECUTION

Généralités

Dans le cadre de sa mission, le Maître d'Œuvre a établi un dossier de consultation des entreprises comprenant des plans d'exécution des ouvrages :

- Plans d'implantation des locaux.

A partir des documents d'études fournis avec le dossier de consultation des entreprises, l'entreprise titulaire du présent lot devra les compléments d'études nécessaires à l'exécution des ouvrages.

L'entreprise titulaire du présent lot établira notamment tous les plans d'exécution des travaux objet du présent lot :

- Plans d'implantation détaillés des matériaux ;
- Notes de calculs des planchers, réalisée avec un logiciel spécialisé.

Documentations techniques

L'entreprise titulaire du présent lot fournira les documentations techniques détaillées, en langue Française, des équipements installés.

Ces documents seront rassemblés dans des classeurs par spécialité et seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage avant présentation d'échantillons.

Notices d'exploitation et de maintenance

L'entreprise titulaire du présent lot établira les notices d'exploitation et de maintenance des différentes installations courants forts et courants faibles, **en langue Française.**

Ces documents à destination des équipes d'exploitation et de maintenance seront rassemblés dans des classeurs par spécialité, et seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Approbation des documents d'exécution

Tous les plans d'exécution et documents décrits ci-dessus seront diffusés au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage en 6 exemplaires pour approbation.

Les remarques transmises par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage seront prises en compte par l'entreprise avant une nouvelle diffusion pour approbation visant à l'obtention de la mention " Sans observation ".

Les travaux et commandes de matériel ne pourront être commencés qu'après l'obtention de la mention "Sans observation" sur chacun des plans du dossier.

4.4 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

A l'issue des travaux et avant la réception définitive des ouvrages, le titulaire du présent lot aura à sa charge l'établissement du dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier sera remis en un exemplaire au Maître d'Œuvre pour examen avant rectifications éventuelles et sera diffusé en cinq exemplaires « papier » et deux exemplaires « reproductible » au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre après approbation.

L'absence de remise du dossier de récolement constituera une réserve importante qui pourra pénaliser l'entrepreneur du présent lot, en cas de retard, au niveau du règlement de sa retenue de garantie.

Tous les documents doivent être fournis en langue française.

Le dossier des ouvrages exécutés comprendra :

- Le dossier de plans d'exécution ;
- Les notices techniques des matériaux installés ;
- Les rapports d'essais ;
- Les fiches d'essais des matériaux mis en œuvre ;
- La notice de maintenance des installations à joindre au DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages).

5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DU LOT DEMOLITION / GROS ŒUVRE

5.1 DEMOLITIONS ET DEPOSES INTERIEURES

L'entreprise titulaire du présent lot devra de façon non exhaustive, la réalisation des prestations suivantes :

5.1.1 Dépose d'un escalier en béton

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Dépose du garde-corps ;
- Démolition manuelle ou mécanique d'un escalier en béton armé ou non ;
- Évacuation des gravois en centre de tri agréé ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Nota important : L'entreprise titulaire du présent lot devra s'assurer que cette démolition n'entraînera pas de désordre sur la structure existante conservée.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour l'escalier existant dans l'emprise du local à aménager.

5.1.2 Démolition de carrelages scellés et/ou de carrelage collé + chape

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Démolition des socles maçonnés éventuels (douches, autres) ;
- Démolition proprement dite du carrelage et de la chape jusqu'au support ;
- Démolition des plinthes et piquage du mortier jusqu'au support ;
- Évacuation des gravois en centre de tri agréé ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Ensemble de la surface au sol du local à aménager.

5.1.3 Dépose du plafond suspendu en dalles sur ossature apparente

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Dépose des dalles ;
- Dépose de la laine minérale ;
- Dépose de l'ossature secondaire et primaire, ainsi que des suspentes ;
- Dépose des joues, retombées, etc. et d'une façon générale, dépose de toutes les fixations et autres éléments associés aux plafonds suspendus ;
- Évacuation des gravois en centre de tri agréé ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Nota : Les dalles en bon état, si cela est demandé, sont à mettre à la disposition de l'établissement.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Ensemble du plafond suspendu du local à aménager.

5.1.4 Dépose de doublages tous matériaux confondus

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Dépose des vantaux, des parties vitrées, des façades de placards, etc. ;
- Dépose des éléments pouvant être démontés (patères, étagères, etc.) ;
- Démolition proprement dite ;
- Dépose des traverses hautes et basses éventuelles et de toutes les fixations se trouvant sur des supports conservés ;
- Dépose des isolants éventuelles et d'une façon générale, dépose de toutes les fixations et autres éléments associés aux cloisons ;
- Évacuation des gravois en centre de tri agréé ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Ensemble des doublages du local à aménager.

5.1.5 Dépose de cloisons de distribution en plaques de plâtre sur ossature

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Protection efficace des ouvrages non démolis ;
- Dépose des blocs-portes, des parties vitrées des châssis, etc. ;
- Dépose des éléments pouvant être démontés (patères, étagères, etc.) ;
- Démolition proprement dite, compris isolants éventuels, ossatures, fixations, ... ;
- Évacuation des déchets en centre de tri agréé ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Ensemble des cloisons "placo" autour du local à aménager.

5.2 GROS ŒUVRE

L'entreprise titulaire du présent lot devra de façon non exhaustive, la réalisation des prestations suivantes :

5.2.1 Etude de structures pour l'exécution

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge, les études de structures nécessaires à la réalisation des travaux prévus au présent CCTP.

Les études d'exécution doivent prendre en compte les charges suivantes dans les calculs :

- Charges permanentes futures :
 - ↳ Poids propre structure
 - ↳ Ragréage (5 cm max) : 100 kg/m²
 - ↳ Sol souple : 5 kg/m²
 - ↳ Divers + cloisons : 20 kg/m²
- Structure pour rehausse plancher : 40 kg/m²
- Charges d'exploitation futures :
 - ↳ Type bureaux : 250 kg/m²

5.2.2 Renforcement par plats en carbone

5.2.2.1 Pour la poutre de (E x H) 0,40 x 0,20 m - Compris toutes préparations

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- L'ensemble des échafaudages nécessaires aux travaux ;
- Toutes les protections nécessaires et suffisantes pour ne pas endommager les ouvrages adjacents et pour faciliter le nettoyage en fin de travaux ;
- Toutes préparations du support pour permettre la mise en place des plats en carbone ;
- 2 plats en lamelles pultrudées à base de fibres de carbone pour le renforcement de structures, type Sika CarboDur S1012 de chez SIKA ou de caractéristiques techniques et esthétiques au moins équivalentes ;
- La mise en œuvre selon les prescriptions du fabricant et l'étude de structure et d'une manière générale, l'ensemble des éléments/tâches nécessaires, tant d'un point de vue technique qu'esthétique ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour les poutres de (E x H) 0,40 x 0,20 m, en plancher haut du R+1, sous l'emprise du local à aménager au R+2, selon l'étude de structure jointe au présent document.

5.2.2.2 Renforcement par plat en carbone - Pour la nervure de (ExH) 0,10 x 0,20 m - Compris toutes préparations

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- L'ensemble des échafaudages nécessaires aux travaux ;
- Toutes les protections nécessaires et suffisantes pour ne pas endommager les ouvrages adjacents et pour faciliter le nettoyage en fin de travaux ;
- Toutes préparations du support et notamment le piquage de l'arrondi, en sous-face de la nervure, pour obtenir une surface plane nécessaire à la mise en place du plat en carbone ;
- 1 plat en lamelles pultrudées à base de fibres de carbone pour le renforcement de structures, type Sika CarboDur S512 de chez SIKA ou de caractéristiques techniques et esthétiques au moins équivalentes ;
- La mise en œuvre selon les prescriptions du fabricant et l'étude de structure et d'une manière générale, l'ensemble des éléments/tâches nécessaires, tant d'un point de vue technique qu'esthétique.
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour les nervures de (E x H) 0,12 x 0,19 m, en plancher haut du R+1, sous l'emprise du local à aménager au R+2, selon l'étude de structure jointe au présent document.

Nota : Pour la nervure, l'entreprise titulaire du présent lot devra la réalisation d'une préparation de la sous face car elles sont arrondies en sous-face.



Vue de la sous-face

5.2.3 Murs en maçonnerie de petits éléments

L'entreprise titulaire du présent lot devra l'étude technique pour la réalisation des travaux suivants.

5.2.3.1 Parpaings de béton cellulaire

Les prestations suivantes comprennent de façon non exhaustive :

- Blocs de béton cellulaire ;
- Montage au mortier colle, à joints décalés, suivant les prescriptions du fabricant et les avis techniques ;
- Chaînages verticaux et horizontaux compris blocs spéciaux, béton, aciers, coffrages, étalement, etc. ;
- Linteaux de section appropriée, compris blocs spéciaux, béton, aciers, coffrages, étalement, etc. ;
- Eléments en béton (trumeau, poteau) compris coffrage, aciers HA, béton, etc. ;
- Réservations pour passage de canalisations ou autres ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution suivant les prescriptions du fabricant, les normes et réglementations en vigueur.

Trumeaux porteurs et retours d'angle :

Leur largeur doit être d'au moins 0,80 m et correspondre à au moins 2 fois la longueur de l'élément courant constitutif. Cette longueur peut être réduite, sur justification, dans le cas de trumeaux en pierre de taille, en briques pleines ou perforées ou en blocs perforés de terre cuite, en blocs pleins de béton apparents de petit format. En cas de blocs de grande longueur (au moins 0,60 m), il peut être utilisé moins de deux blocs dans la longueur du trumeau ; celle-ci est alors ramenée à au moins 1,5 fois la longueur du bloc.

Lorsque les charges à supporter ou la largeur du trumeau (inférieure à 0,80 m) imposent la disposition d'un élément porteur en béton armé, la maçonnerie de blocs de ce trumeau peut servir de coffrage à cet élément. L'exécution de ce renfort en béton armé doit respecter les dispositions du DTU n° 21 ; lorsqu'un habillage extérieur est prévu, il est exécuté conformément aux indications de l'article 3.3.2.1.

Blocs de béton cellulaire de 20 cm d'épaisseur - $R = 1,43 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ - REI 120

Caractéristiques :

- Résistance thermique : $1,43 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
- Réaction au feu : A1
- Résistance au feu : REI 120
- Type Ytong Verti 20 de chez YTONG ou de caractéristiques techniques et esthétiques au moins équivalentes.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour les murs autour du local à aménager (zone salle de crise / chambres de veille), jusque sous la toiture ;
- Pour les soubassements sous les cloisons des chambres de veille pour recevoir le plancher bois ;
- Pour les murs autour du local armoire forte, jusque sous la toiture pour les murs dans la largeur, et jusqu'à la toiture basse (devant la charpente bois) pour le mur dans la longueur.

Plus-value pour linteaux en béton cellulaire dans paroi de 20 cm d'épaisseur

Plus-value pour linteaux de section 0,20 x 0,20 m minimum, compris blocs spéciaux, béton, aciers, coffrages, étalement, etc.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour les ouvertures situées dans les murs de l'article précédent.

5.2.3.2 Ventilation pour les vide-sanitaires (VS)

La présente prestation concerne la ventilation des vide-sanitaires créés sous les planchers bois des chambres de veille. La prise d'air doit se faire dans le bardage en façade, en assurant le coupe-feu dans la traversée du comble.

La sortie en façade doit se trouver au-dessus de la toiture adjacente soit approximativement au niveau de la grille d'accès (+1,10 m environ du sol existant).

Cette prestation comprend de façon non exhaustive :

- Grille pour la prise d'air en façade, de section appropriée, en aluminium laqué, compris grillage pare-insectes.
- Réseaux souples et/ou rigides en aluminium, de section appropriée.
- Tous les percements : dans le bardage, dans les soubassements en béton cellulaire, ...
- Calfeutrement coupe-feu autour des réseaux traversant les combles et d'une manière générale, l'ensemble des éléments nécessaires, tant d'un point de vue technique qu'esthétique ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Pour la ventilation des vide-sanitaires créés sous les planchers en bois sous les chambres de veille.

5.2.4 Enduit au mortier de ciment

L'entreprise titulaire du présent lot devra l'enduit au mortier de ciment de 15 mm d'épaisseur dosé à 350 kg/m³ de sable sec 0/3 - Finition lissée, comprenant de façon non-exhaustive, les prestations suivantes :

- L'amenée de l'ensemble des matériels et matériaux ;
- L'ensemble des échafaudages ;
- Les protections des ouvrages adjacents ;
- Les protections en pied des murs pour faciliter le nettoyage en fin de prestations ;
- Le dressage des arêtes ;
- Les armatures de renfort entre les éléments de nature différente (même nature = même matériaux et même structure) ;
- La préparation des enduits sur le site, au fur et à mesure de l'avancement ;
- L'application des enduits ;
- Retrait des protections ;
- L'évacuation des gravois en centre de tri agréé ;
- Nettoyage : les pieds des façades doivent être propres sans reste d'enduit ;
- Tous détails, et toutes sujétions d'exécution.

Localisation et description(s) complémentaire(s) :

- Sur la face "extérieure" des 3 murs autour du puits de lumière pour assurer le CF 2h entre le puits de lumière et la zone aménagée, local armoire forte comprise.